



Quint-Fonsegrives

Plan Local d'Urbanisme

PREMIERE MODIFICATION DU PLU

6 – RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Dossier approuvé par
Délibération du Conseil de Communauté,
le 09 Juillet 2009



Département de la Haute-Garonne

Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse

Commune de Quint-Fonsegrives

*Enquête publique relative
à la 1^{ère} modification du plan local
d'urbanisme du Grand Toulouse,
commune de Quint-Fonsegrives*

**RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE
AVIS ET CONCLUSIONS
DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Enquête publique du mardi 3 mars au vendredi 3 avril 2009

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE	p 3
I- PRESENTATION DE L'ENQUETE	p 4
1- Rappel des procédures	
2- Objet de l'enquête et caractéristiques du projet	
II- ORGANISATION DE L'ENQUETE	p 5
1- Mesures intervenues pour l'organisation de l'enquête	
2- Information du public	
Mesures publicitaires	
Consultation des documents d'enquête : les registres d'enquête et le dossier d'enquête	
Consultation du Commissaire Enquêteur	
3 - Les documents d'enquête	
Composition du dossier d'enquête	
Examen du dossier d'enquête	
III - DEROULEMENT DE L'ENQUETE	p 11
1- Information du Commissaire Enquêteur	
Rencontre avec le maître d'ouvrage	
Visite des lieux	
2- Accueil du public et climat de l'enquête	
3 - Bilan comptable des observations du public	
Analyse synthétique des observations	
Analyse sur le fond et avis du Commissaire enquêteur	
4- Formalités de fin d'enquête	
DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	p 15
I - RAPPEL DE L'OBJET DE L'ENQUETE	p 16
II - AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	p 17
Sur la procédure	
Sur le dossier	
Sur les observations et sur le projet	
III - CONCLUSION ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	p 23
ANNEXES	p 29 et svt
Arrêté d'ouverture d'enquête publique	
Désignation du Commissaire enquêteur	
Avis d'enquête publique	
Certificat d'affichage du Grand Toulouse	
Certificat d'affichage de Quint-Fonsegrives	
Parutions de l'avis dans la presse	
Extrait document graphique POS 2004	
Extrait document graphique approuvé et à modifier	
Tableau comparatif des surfaces avant et après la procédure de modification	

PREMIERE PARTIE :

RAPPORT D'ENQUETE

PUBLIQUE

I – PRESENTATION DE L'ENQUETE

1- Rappel des procédures

Le 22 octobre 2007, la Commune de Quint-Fonsegrives approuvait la révision de son PLU.

La Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse, par arrêté préfectoral en date du 19 septembre 2008, est devenue compétente en matière d'urbanisme notamment de PLU et des documents en tenant lieu, pour les 25 Communes membres du Grand Toulouse, dont Quint-Fonsegrives.

La Communauté d'Agglomération, par arrêté préfectoral en date du 24 décembre 2008, est devenue Communauté Urbaine au 1^{er} janvier 2009.

C'est dans ce cadre qu'elle lance le projet de 1^{ère} modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Quint-Fonsegrives, devenu « PLU du Grand Toulouse, Commune de Quint-Fonsegrives », et ce, conformément aux dispositions de l'article L. 123-13 du Code de l'Urbanisme.

2- Objet de l'enquête

La présente enquête publique est prescrite par arrêté de Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse, en date du 11 février 2009, elle concerne le *projet de 1^{ère} modification du PLU du Grand Toulouse, Commune de Quint –Fonsegrives.*

Caractéristiques du projet

Cette modification du PLU doit permettre de procéder à :

- *des adaptations réglementaires de la zone 1A Ub,*
- *des adaptations réglementaires mineures (écrit et graphique),*
- *une intégration de dispositions favorables au développement durable.*

II – ORGANISATION DE L'ENQUETE

1 - Mesures intervenues pour l'organisation de l'enquête

Suite à la demande enregistrée, le 04-01-09 par le Tribunal administratif de Toulouse, par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse sollicitait la désignation d'un Commissaire Enquêteur, en vue de procéder à une enquête publique, ayant pour objet la 1^{ère} modification du plan local d'urbanisme du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives.

↳ Le 12 janvier 2009, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse désignait Mme Noëlle PAGES en qualité de Commissaire Enquêteur pour conduire cette enquête.

Par arrêté en date du 11 février 2009, Monsieur le Président de la Communauté urbaine du Grand Toulouse ordonnait l'ouverture d'une enquête publique sur la 1^{ère} modification du plan local d'urbanisme du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives.

Cette enquête se déroulera selon les dispositions réglementaires, pendant 32 jours entiers et consécutifs, du mardi 3 mars 2009 au vendredi 3 avril 2009 inclus.

2- Information du public

Mesures publicitaires

Affichage :

- ✓ en Mairie, du 16 février 2009 au 3 avril 2009,
- ✓ à la Communauté Urbaine du Grand Toulouse, du 9 février 2009 au 3 avril 2009.

Parution dans le Journal Municipal du mois de mars.

Parution sur le site internet de la Mairie (www.quint-fonsegrives.fr) du 26 – 02- 2009 et ce jusqu'à la fin de l'enquête.

Parution sur le site internet du Grand Toulouse (www.grandtoulouse.fr) du 2- 03- 2009 au 4-04- 2009.

Parutions dans la presse :

- ✓ La Dépêche du Midi : mercredi 11 février 2009 et lundi 6 mars 2009
- ✓ Opinion Indépendante : vendredi 13 février 2009 et vendredi 6 mars 2009

Consultation du Commissaire Enquêteur

Le Commissaire Enquêteur a tenu dans les locaux de la Mairie les permanences suivantes :

- ✓ Mardi 4 mars 2009 de 14H 30 à 17H 30
- ✓ Jeudi 19 mars 2009 de 9H à 12H
- ✓ Vendredi 3 avril 2009 de 14H 30 à 17H 30

D'autre part, le public pouvait solliciter une audience particulière avec le Commissaire Enquêteur.

3- Les documents d'enquête

Deux registres d'enquête, cotés et paraphés par le Commissaire Enquêteur, ont été mis à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, soit :

- ✓ à la Mairie de Quint-Fonsegrives,
- ✓ au siège du Grand Toulouse - 1 place de la Légion d'Honneur à Toulouse.

Toutes remarques ou réclamations ont pu être adressées au Commissaire Enquêteur et/ou portées sur les registres d'enquête.

Le dossier d'enquête a été mis à la disposition du public, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, soit :

- ✓ à la Mairie de Quint-Fonsegrives,
- ✓ au siège du Grand Toulouse - 1 place de la Légion d'Honneur à Toulouse.

▪ Composition du dossier d'enquête

Le dossier présenté à l'enquête comporte les documents suivants :

- ✍ Les documents relatifs à la procédure : Arrêté de mise à l'enquête.
- ✍ Une notice explicative (14 pages).
- ✍ Le règlement écrit modifié (129 pages)
- ✍ Un plan de zonage (échelle 1/ 5000)

▪ Examen du dossier d'enquête

1 -Documents relatifs à la procédure

Arrêté de mise à l'enquête :

Il est pris par le Président de la Communauté urbaine du Grand Toulouse, il fixe toutes les modalités de l'enquête.

2 – Notice explicative

Ce document rappelle le cadre de l'enquête, les orientations du PLU, ainsi que les évolutions relatives au développement de la commune.

Tous les points sur lesquels porte la modification sont clairement présentés :

- dans le règlement, les modifications relatives aux articles concernés sont imprimées en rouge ;
- sur le document graphique chaque zone concernée est représentée avant et après modification.

3 - Règlement écrit modifié

Toutes les modifications détaillées dans la notice sont reportées dans le document initial. Les rajouts et les retraits sont parfaitement identifiés en rouge.

4 - Règlement graphique modifié

Le document graphique prend en compte les modifications projetées.
Pour mieux visualiser ces modifications on peut se reporter à la notice explicative qui propose un zoom sur les zones concernées avant et après modification.

Détail des modifications proposées :

Pour la zone 1AU la modification concerne les articles 6 -11 -12 – 13 (4).

Article 6 / Implantation des constructions par rapport aux emprises publiques et aux voies privées :

- ✓ ***précision de la limite d'alignement des constructions,***
 - pour la limite d'emprise à 3mètres, suppression de la mention 1 AUa,
 - la limite d'emprise à 6 mètres est supprimée pour le secteur 1 AUb.

Article 11 / Aspect extérieur : toitures et clôtures

- ✓ ***concernant le secteur 1 AUb,***
 - utilisation de tôle ondulée et de toits en terrasse, la surface autorisée n'est, pas limitée dans ce secteur;
 - suppression de la contrainte de construction d'un mur plein pour la clôture d'une parcelle.

Article 12 / Stationnement des véhicules

- ✓ ***Pour les bureaux et services*** la surface d'une place de stationnement est ramenée de 60 m2 à 40 m2.

Article 13 : Espaces boisés classés- espaces libres et plantations

- ✓ ***Dans le secteur 1 AUb*** un rajout est fait, il préconise de prendre en compte le volet paysager du site et ses caractéristiques naturelles (zone inondable) lors de la plantation d'arbres de haute-tige.

Pour la zone UA la modification concerne l'article 7.

Article 7 / Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

- ✓ L'ordre des préconisations contenues dans l'article a été modifié, le contenu reste le même.

Pour l'ensemble des zones U et Au il est fait un rajout dans l'article 11(dispositions concernant les matériaux utilisés et la couverture des toitures).

Article 11 / Pour les matériaux - façades

- ✓ ***Rajout d'une disposition particulière*** autorisant l'emploi de matériaux participant à la mise en œuvre d'objectifs de Haute Qualité Environnementale (HQE).

Article 11 / Pour les toitures

- ✓ **Rajout d'une disposition particulière** autorisant l'emploi de couvertures de conception différentes de celles préconisées, en particulier seront autorisées les couvertures qui permettent le captage de l'énergie solaire ainsi que les toitures végétalisées.

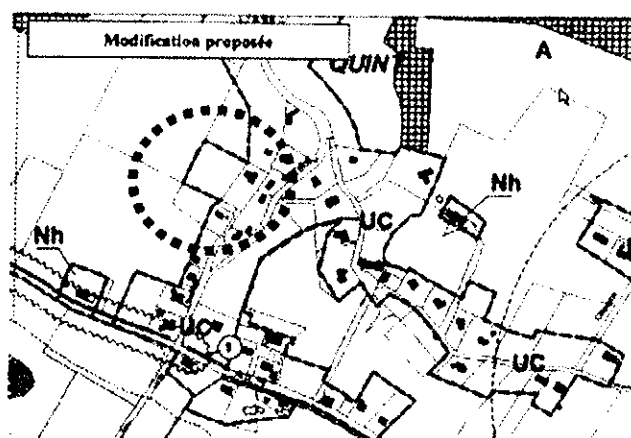
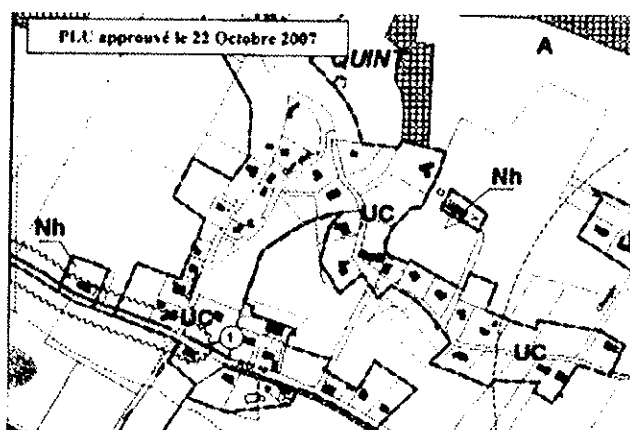
Pour le document graphique (plan de zonage)

✓ *Prescription d'alignement*

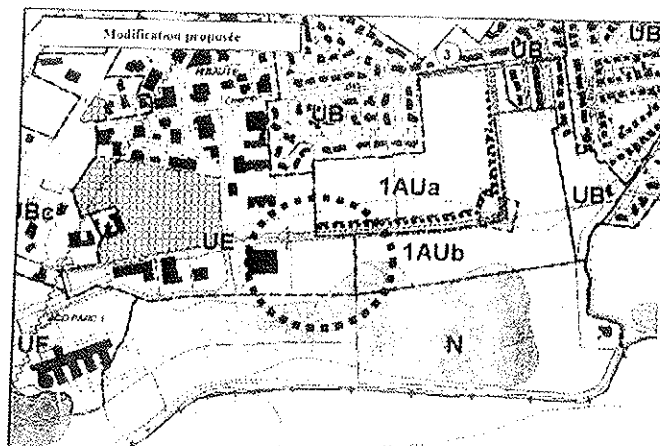
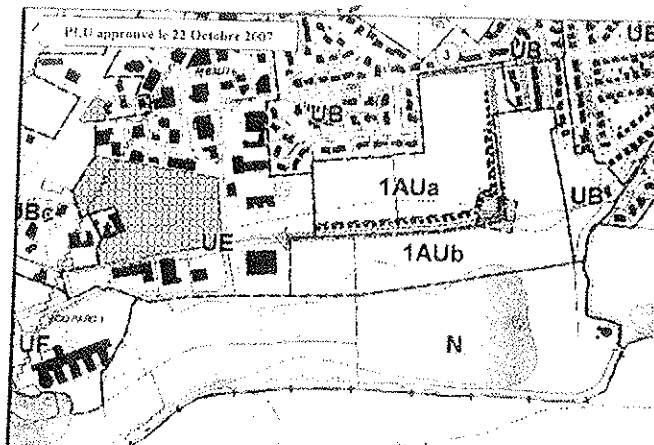
Cette prescription concerne le cœur de la ville elle a été oubliée sur le document approuvé.

✓ *Deux déplacements de limites sont envisagés :*

- redécoupage de la parcelle n° 256, sans modification de la superficie initialement prévue, comme il est indiqué dans le tableau comparatif des surfaces donné en annexes ;



- rattachement d'une parcelle à la zone UE (erreur matérielle de report sur le document graphique du PLU adopté).



III – DEROULEMENT DE L'ENQUETE

1 - Information du Commissaire Enquêteur

Rencontre avec le Maître d'Ouvrage et visite des lieux

- ↳ Mercredi 25 février 2009, dans les locaux de la Mairie présentation et remise du dossier au Commissaire Enquêteur par :
 - Mr Dominique BOITEL directeur des services Techniques et Urbanisme de la Mairie de Quint-Fonsegrives,
 - Mme Sylvie QUINTERNET, du secrétariat Urbanisme de la Mairie de Quint-Fonsegrives,
 - Mme Ségolène CIPEL, du Grand Toulouse en charge du dossier.
- ↳ Mercredi 4 mars, le Commissaire Enquêteur a rencontré Monsieur SOLERA, maire de la Commune de Quint-Fonsegrives.
- ↳ Vendredi 3 avril, Mr BOITEL en charge de l'urbanisme à la mairie de Quint-Fonsegrives, a accompagné le Commissaire Enquêteur sur les sites concernés par la modification.

2 - Accueil du public et climat de l'enquête

L'enquête s'est déroulée sans incident.

Les conditions d'accueil du public étaient satisfaisantes, avec la mise à disposition d'une salle indépendante.

D'autre part, toutes les personnes en charge du dossier ont toujours été très disponibles pour donner au Commissaire Enquêteur les informations qu'il sollicitait.

3 - Bilan comptable des observations du public

Observations orales

Lors des permanences, le Commissaire Enquêteur a rencontré 3 personnes

Observations écrites

↳ Registre 1 / Mairie de Quint-Fonsegrives : **2 observations**

Une lettre remise au Commissaire enquêteur a été annexée au registre.

↳ Registre 2 / Grand Toulouse 1 place de la Légion d'Honneur : **pas d'observation**

} Observations orales : 3
} Observations écrites : 3
Total des observations : 6

Analyse synthétique des observations

Les requêtes orales : Les trois personnes rencontrées souhaitent être informées sur le contenu du dossier. Une de ces personnes a noté une requête sur le registre, une autre a remis une lettre au Commissaire enquêteur.

Les requêtes écrites : 3 requêtes écrites

Analyse sur le fond des observations

Monsieur Louis LASSERRE, 21 chemin Tourettes - QUINT

Le requérant s'est dans un premier temps entretenu avec le Commissaire enquêteur puis il a formulé les requêtes suivantes sur le registre d'enquête.

Mr LASSERRE s'interroge d'une part, sur la procédure d'avant enquête, et d'autre part sur l'évolution de la dénomination des zones.

Le Requérant :

suppose qu'il n'existe pas d'obligation de concertation lors d'une modification de PLU ;

demande quand et selon quelle procédure une zone AU devient une zone U.

Monsieur Roger VETILLARD, Adjoint au Maire chargé de l'urbanisme - QUINT-FONSEGRIVES

Le requérant signale que des modifications souhaitées et formulées, pendant l'instruction du dossier par l'AUAT, n'apparaissent pas dans le dossier mis à l'enquête.

Ces modifications concernent l'article 7 des zones UA, UB, UC.

Article UA7

- alinéa 3-1 En limite séparative ou à 1 mètre de cette limite, à condition que : (le rajout est souligné)
- alinéa 3-2 A 1mètre de la limite séparative s'il existe une haie. (à supprimer)

Article UB7

- alinéa 2-1 En limite séparative ou à 1 mètre de cette limite, à condition que : (rajout souligné)
 - La construction projetée n'excède pas 2,50 mètres de hauteur comptés à la sablière et qu'elle n'excède pas 12 mètres de longueur sur l'ensemble des limites séparatives et 8 mètres maximum sur cette limite séparative, ou considérée comme telle si la construction est édifiée à 1mètre.
 - Ou que cette implantation s'inscrive dans la surface définie, sur cette limite séparative, (ou considérée comme telle si la construction est édifiée à 1 mètre) par une construction voisine.

Article UC7

- alinéa 2-1 En limite séparative ou à 1 mètre de cette limite, à condition que : (rajout souligné)
 - Pour les constructions projetées dont la hauteur ne dépasse pas 2,50 mètres sur sablière et dont la longueur n'excède pas 8 mètres :
 - en limite séparative ou à 1 mètre de cette limite s'il existe sur le fond voisin une construction implantée sur la limite séparative,

ou considérée comme telle si la construction est édifiée à 1 mètre, dans ce cas la construction projetée peut être édifiée sur ladite limite contre la construction existante, si sa hauteur ne dépasse pas celle de la construction voisine

- en limite séparative ou à 1 mètre de cette limite qui sera considérée comme une limite séparative.

✎ Le requérant souhaite que ses remarques soient intégrées dans le règlement modifié.

Mr et Mme AGUERA, 21 chemin de Garabet - 31130 QUINT-FONSEGRIVES

Mr et Mme AGUERA font part au Commissaire Enquêteur de leur inquiétude concernant la circulation sur le chemin de Garabet qui est déjà utilisé comme voie de passage pour relier le collège et les communes voisines et qui du fait de l'urbanisation future de la ZAC au-dessus de Ginestière devra supporter un afflux de circulation, aucune voie de circulation nouvelle et adaptée n'étant prévue à l'origine du projet.

4 - Formalités de fin d'enquête

L'enquête a été clôturée le 3 avril 2009.

Le 11 avril 2009, le Commissaire enquêteur a reçu par courrier les registres d'enquête clôturés et signés par Monsieur BENYAHIA, Vice -Président du Grand Toulouse et Président de la Commission Urbanisme et Projets Urbains.

Le 11 avril 2009, le Commissaire enquêteur annexait au registre une lettre que Madame AGUERA lui avait remise le jour de la clôture de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête le Commissaire enquêteur s'est entretenu avec les différentes personnes en charge du dossier.

DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

I - RAPPEL DE L'OBJET DE L'ENQUETE

La présente enquête publique qui s'est déroulée pendant 32 jours consécutifs et entiers du mardi 3 mars 2009 au vendredi 3 avril 2009 inclus a été prescrite par arrêté de **Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse**, en date du 11 février 2009.

Elle concerne le *projet de 1^{ère} modification du PLU du Grand Toulouse, Commune de Quint -Fonsegrives, PLU approuvé le 22 octobre 2007.*

Cette modification du PLU doit permettre de procéder à :

- *des adaptations réglementaires de la zone 1AUb,*
- *des adaptations réglementaires mineures (écrit et graphique),*
- *une intégration de dispositions favorables au développement durable.*

II - AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Sur la procédure

Le Commissaire Enquêteur rappelle que :

L'enquête s'est déroulée pendant 32 jours consécutifs et entiers ;

Les formalités réglementaires concernant la mise en place et le déroulement de l'enquête ont toutes été respectées ;

Le dossier et les registres d'enquête ont été mis à la disposition du public à la Mairie de Quint-Fonsegrives et au siège du Grand Toulouse, 1 place de la Légion d'Honneur à Toulouse, pendant toute la durée de l'enquête ;

L'avis d'ouverture contenait tous les éléments nécessaires à une bonne information du public ;

Les mesures publicitaires diverses ont été elles aussi suffisantes pour une bonne information du public ;

Le Commissaire Enquêteur a assuré 3 permanences à la mairie de Quint-Fonsegrives ;

La participation du public a été effective mais peu dense, on note 3 observations orales et 3 observations écrites

Sur le dossier

Le Commissaire Enquêteur a pu constater que :

Le dossier comprend toutes les pièces nécessaires, qu'elles sont distinctes et parfaitement identifiables ;

Les rajouts et les retraits dans le règlement initial sont parfaitement signalés en rouge ;

Le document graphique présenté à l'enquête comporte les modifications envisagées. Pour compléter l'information les zones concernées sont reportées sur la notice de présentation, avant et après modification.

Toutefois le Commissaire Enquêteur regrette que le sommaire du règlement ne comporte pas de numérotation, celle-ci faciliterait la consultation de ce document.

Sur le projet et sur les observations formulées

Analyse des modifications proposées et avis du Commissaire Enquêteur

Pour la zone 1AU, la modification concerne les articles 6 -11 -12 – 13 (4).

Article 6 / Implantation des constructions par rapport aux emprises publiques et aux voies privées :

- ✓ *précision de la limite d'alignement des constructions,*
 - pour la limite d'emprise à 3mètres, suppression de la mention 1 AUa,
 - la limite d'emprise à 6 mètres est supprimée pour le secteur 1 AUb.

Avis du Commissaire enquêteur

La modification supprime, les contraintes spécifiques d'implantation des constructions par rapport aux emprises publiques et aux voies privées, établissant une limite d'emprise unique à trois mètres pour toute la zone Au, sans distinction de zone 1AUa et 1AUb, excepté pour la rue des Tournesols où la prescription reste inchangée.

Cette mesure d'harmonisation paraît cohérente au Commissaire enquêteur qui donne AVIS FAVORABLE.

Article 11 / Aspect extérieur : toitures et clôtures

✓ *concernant le secteur 1 Aub,*

- utilisation de tôle ondulée et de toits en terrasse, la surface autorisée ne sera pas limitée dans ce secteur;
- suppression de la contrainte d'obligation de construction d'un mur plein pour la clôture d'une parcelle.

Avis du Commissaire enquêteur

Les modifications proposées visent à établir des règles de construction moins contraignantes, et ainsi favoriser le développement du secteur 1 Aub, à dominante d'accueil d'activités économiques.

Le Commissaire enquêteur donne donc AVIS FAVORABLE.

Article 12 / Stationnement des véhicules

- ✓ *Pour les bureaux et services* la surface d'une place de stationnement est ramenée de 60 m2 à 40 m2.

Avis du Commissaire enquêteur

Afin d'optimiser le nombre de places réservées au stationnement, la surface d'une place de stationnement est ramenée de 60 à 40 m2 de surface de plancher hors œuvre nette et ce pour les constructions de plus de 120 m2 de surface hors œuvre nette, à usage de bureaux, de services. Pour les autres types d'équipements la règle reste inchangée.

Cette mesure paraît cohérente au Commissaire enquêteur qui donne AVIS FAVORABLE.

Article 13 / (Alinéa 4) Espaces boisés classés - espaces libres et plantations

- ✓ *Dans le secteur 1 AUb* un rajout est fait, il préconise de prendre en compte le volet paysager du site et ses caractéristiques naturelles (zone inondable) lors de la plantation d'arbres de haute-tige.

Avis du Commissaire enquêteur

Le rajout donne des prescriptions particulières pour les espaces naturels situés en frange de la zone inondable.

La Commune souhaite à la fois que l'insertion paysagère soit effective et que la nature du sol soit respectée. Elle préconise la plantation d'arbres de haute-tige.

Pour répondre aux préoccupations environnementales et de développement durable énoncées dans le PLU, le Commissaire enquêteur propose qu'il soit précisé dans cet alinéa 4, que ces arbres de haute -tige doivent être des essences qui soient en accord avec l'identité communale et avec sa biodiversité.

Pour la zone UA la modification concerne l'article 7.

Article 7 / Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

L'ordre des préconisations contenues dans l'article a été modifié, le contenu reste le même.

Avis du Commissaire enquêteur

Le contenu de l'article reste inchangé, pour une meilleure lisibilité l'ordre en a été modifié.

Cette modification paraît cohérente au Commissaire enquêteur qui donne AVIS FAVORABLE.

Pour l'ensemble des zones U et Au il est fait un rajout dans l'article 11(dispositions concernant les matériaux utilisés et la couverture des toitures).

Article 11 : Pour les matériaux/ façades

- ✓ ***Rajout d'une disposition particulière*** autorisant l'emploi de matériaux participant à la mise en œuvre d'objectifs de Haute Qualité Environnementale (HQE).

Article 11 : Pour les toitures

- ✓ ***Rajout d'une disposition particulière*** autorisant l'emploi de couvertures de conception différentes de celles préconisées, en particulier seront autorisées les couvertures qui permettent le captage de l'énergie solaire ainsi que les toitures végétalisées.

Avis du Commissaire enquêteur

La Commune souhaite intégrer des dispositions qui soient en adéquation avec les objectifs qu'elle s'est fixée en matière de développement durable.

Ces mesures faciliteront l'installation de panneaux solaires et de couvertures végétalisées ainsi que l'emploi de matériaux répondant à des critères de Haute Qualité Environnementale.

Le Commissaire enquêteur donne donc AVIS FAVORABLE.

Pour le document graphique (plan de zonage)

- ✓ ***Prescription d'alignement***

Cette prescription concerne le cœur de la ville elle a été oublié sur le document approuvé.

- ✓ ***Deux déplacements de limites sont envisagés :***

- redécoupage de la parcelle n° 256 zone UC, sans modification de la superficie initialement prévue comme il est indiqué dans le tableau comparatif des surfaces, donné en annexes ;
- rattachement d'une parcelle à la zone UE (erreur matérielle de report sur le document graphique du PLU adopté).

Avis du Commissaire enquêteur

Suite à une erreur matérielle, la traduction graphique concernant la prescription d'alignement ne figure pas sur le document approuvé, la Commune demande qu'elle soit réintégrée sur le plan de zonage.

Le Commissaire enquêteur donne AVIS FAVORABLE

Pour la parcelle n°256 le Commissaire Enquêteur note qu'effectivement la superficie de la zone UC reste identique. Il s'agit d'un découpage différent, de la parcelle, qui répond mieux à la topographie des lieux et à sa destination. Ce redécoupage a été demandé par le propriétaire, les parties concernées Commune et chambre d'agriculture ont donné leur accord.

Après s'être rendu sur les lieux le Commissaire enquêteur donne AVIS FAVORABLE.

Suite à une erreur matérielle de transcription sur le document graphique une parcelle de la zone UE s'est retrouvée dans la zone voisine 1Aub. Il a été délivré pour cette parcelle un permis de construire en conformité avec la zone dans laquelle elle devait se trouver, il s'agit donc de rétablir la position de cette parcelle en zone UE (extraits des documents graphiques donnés en annexes).

Le Commissaire enquêteur donne AVIS FAVORABLE.

Analyse des observations du public et avis du Commissaire Enquêteur

Observations orales : 3

Lors des permanences le Commissaire Enquêteur a rencontré 3 personnes

Observations écrites : 3

Registre 1 : Mairie de Quint-Fonsegrives **2 observations + une lettre** annexée au registre

Registre 2 : Grand Toulouse 1 place de la Légion d'Honneur **pas d'observation**

Total des observations : 6

Analyse synthétique des observations

Les requêtes orales : Les trois personnes rencontrées souhaitent être informées sur le contenu du dossier. Une de ces personnes a noté une requête sur le registre, une autre a remis une lettre au Commissaire enquêteur.

Les requêtes écrites - Analyse sur le fond des observations

Monsieur Louis LASSERRE, 21 chemin Tourettes - QUINT

Le requérant s'est dans un premier temps entretenu avec le Commissaire enquêteur puis il a formulé les requêtes suivantes sur le registre d'enquête.

Mr LASSERRE s'interroge d'une part, sur la procédure d'avant enquête, et d'autre part sur l'évolution de la dénomination des zones

Le Requérant :

- suppose qu'il n'existe pas d'obligation de concertation lors d'une modification de PLU ;
- demande quand et selon quelle procédure une zone AU devient une zone U.

Avis du Commissaire enquêteur

Le Commissaire enquêteur confirme à Monsieur Lasserre, que la procédure de modification ne comporte pas d'obligation de concertation du public. Cette modification porte sur des points mineurs qui ne modifient en rien l'économie générale du PLU. Il ne s'agit pas d'une révision du document d'urbanisme.

La zone AU (zone d'urbanisation future) est déjà ouverte à l'urbanisation selon les préconisations édictées par le règlement approuvé par délibération du conseil municipal du 22 octobre 2007 (approbation du PLU). Elle changera de dénomination selon une procédure de modification.

Monsieur Roger VETILLARD, Adjoint au Maire chargé de l'urbanisme - QUINT-FONSEGRIVES

Le requérant signale que des modifications souhaitées et formulées pendant l'instruction du dossier par l'AUAT n'apparaissent pas dans le dossier mis à l'enquête.

Ces modifications concernent l'article 7 des zones UA, UB, UC.

Article UA7

- alinéa 3-1 En limite séparative ou à 1 mètre de cette limite, à condition que : (rajout souligné)
- alinéa 3-2 A 1mètre de la limite séparative s'il existe une haie. (à supprimer)

Article UB7

- alinéa 2-1 En limite séparative ou à 1 mètre de cette limite, à condition que : (rajout souligné)

- La construction projetée n'excède pas 2,50 mètres de hauteur comptés à la sablière et qu'elle n'excède pas 12 mètres de longueur sur l'ensemble des limites séparatives et 8 mètres maximum sur cette limite séparative, ou considérée comme telle si la construction est édifiée à 1mètre,
- Ou que cette implantation s'inscrive dans la surface définie, sur cette limite séparative, (ou considérée comme telle si la construction est édifiée à 1 mètre) par une construction voisine.

Article UC7

- alinéa 2-1 En limite séparative ou à 1 mètre de cette limite, à condition que : (rajout souligné)
 - Pour les constructions projetées dont la hauteur ne dépasse pas 2,50 mètres sur sablière et dont la longueur n'excède pas 8 mètres :
 - en limite séparative ou à 1 mètre de cette limite s'il existe sur le fond voisin une construction implantée sur la limite séparative, ou considérée comme telle si la construction est édifiée à 1 mètre, dans ce cas la construction projetée peut être édifiée sur ladite limite contre la construction existante, si sa hauteur ne dépasse pas celle de la construction voisine
 - en limite séparative ou à 1 mètre de cette limite qui sera considérée comme une limite séparative.

↳ Le requérant souhaite que ses remarques soient intégrées dans le règlement modifié.

Avis du Commissaire enquêteur

Le Commissaire Enquêteur rappelle que l'enquête publique concerne l'objet qui figure dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

L'article 7 de la zone UA figure dans cet arrêté puisque des modifications ont été proposées concernant en particulier une remise en ordre des prescriptions.

Le requérant demande un rajout dans l'alinéa 2-1 et demande que l'alinéa 3-2 soit supprimé.

Le Commissaire enquêteur remarque que la requête de Monsieur le Maire adjoint, donne plus de souplesse à la prescription, qu'elle n'apporte pas de contrainte supplémentaire pour l'usager, qu'elle pourrait donc être prise en considération.

Pour les articles UB7 et UC7 alinéa 2-1 le Commissaire enquêteur rappelle que ces deux zones ne figuraient pas dans l'objet de l'enquête qu'en conséquence le public n'a pu en avoir connaissance pendant l'enquête. D'autre part le Commissaire enquêteur note une certaine complexité de la formulation.

Le Commissaire enquêteur considère que dans un souci d'harmonisation de la prescription en zone UA, UB et UC, ces différentes requêtes doivent être traitées conjointement. Il pense donc qu'il serait plus judicieux de proposer ces modifications lors d'une prochaine enquête publique.

En conséquence le Commissaire enquêteur donne **AVIS DEFAVORABLE** à l'ensemble de la requête formulée.

Mr et Mme AGUERA, 21 chemin de Garabet - 31130 QUINT-FONSEGRIVES

Mr et Mme AGUERA font part au Commissaire Enquêteur de leur inquiétude concernant la circulation sur le chemin de Garabet qui est déjà utilisé comme voie de passage pour relier le collège et les communes voisines et qui du fait de l'urbanisation future de la ZAC au-dessus de Ginestière devra supporter un afflux de circulation conséquent, aucune voie de circulation nouvelle et adaptée n'étant prévue à l'origine du projet.

Avis du Commissaire enquêteur

Mr et Mme AGUERA expriment leur inquiétude concernant la circulation sur le chemin de Garabet qui pour eux sera amplifiée par l'afflux de véhicules venant de nouvelles zones urbanisées comme la future ZAC.

Comme lors de l'entretien qu'a eu le Commissaire enquêteur avec la requérante celui-ci rappelle que la présente enquête publique ne concerne ni la future ZAC ni la circulation sur le chemin de Garabet. Elle est donc **HORS SUJET**.

Toutefois le Commissaire enquêteur entend les préoccupations des requérants et il invite les services de la Mairie à prendre note des remarques de Mr et Mme AGUERA, afin d'envisager des mesures les mieux adaptées au problème qu'ils évoquent.

III-CONCLUSION ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Après avoir examiné les différentes pièces du dossier ;

Après avoir analysé les différentes modifications proposées ;

Après une visite sur le terrain ;

Après s'être entretenu avec les responsables en charge du dossier ;

Après avoir procédé à l'analyse des observations consignées sur les registres d'enquête ou recueillies oralement.

Le Commissaire Enquêteur estime que :

Le dossier soumis à l'enquête comportait tous les éléments pour comprendre les motifs de la modification,

Cette modification qui ne porte en aucun cas atteinte à l'économie générale du PLU, était rendue nécessaire pour :

- ✓ rectifier certaines erreurs matérielles de tracés sur le document graphique,
- ✓ assouplir certaines prescriptions du règlement écrit et être mieux en phase avec les évolutions du développement de la commune,
- ✓ intégrer dans le règlement écrit des dispositions qui soient en adéquation avec les objectifs qu'elle s'est fixée en matière de développement durable.

En conséquence le Commissaire enquêteur donne

AVIS FAVORABLE

au projet de 1^{ère} modification du PLU du Grand Toulouse commune de Quint –Fonsegrives.

Sont transmis ce jour à Monsieur le Président du Grand Toulouse, le rapport d'analyse de l'enquête publique ainsi que ses conclusions ainsi que les 2 registres d'enquête.
Un exemplaire du rapport et des conclusions est transmis à Mr le Préfet de la Haute -Garonne, un autre à Mr le Président du Tribunal administratif de Toulouse et un dernier à Mr le Maire de la Commune de Quint-Fonsegrives.

Fait à Avignonet le 28 avril 2009

Le Commissaire enquêteur

Noëlle PAGES



ANNEXES

ARRETE DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE
1^{ère} modification du PLU de la commune de Quint-Fonsegrives, devenu
« PLU DU GRAND TOULOUSE, COMMUNE DE QUINT-FONSEGRIVES »

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND TOULOUSE,

- VU** le code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-10 et suivants, R.123-15 et suivants,
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2008 portant extension des compétences de la Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse, notamment en matière de PLU et documents d'urbanisme en tenant lieu,
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2008 portant sur la transformation de la Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse en Communauté Urbaine,
- VU** la loi n° 83 630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- VU** la délibération du Conseil Municipal du 22 octobre 2007 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Quint-Fonsegrives,
- VU** la décision du Tribunal Administratif du 12 janvier 2009 désignant Madame Noëlle PAGES en qualité de Commissaire Enquêteur chargé de conduire l'enquête publique du projet de 1^{ère} modification du PLU, et demeurant les Borrels, 31290 AVIGNONET-LAURAGAIS.
- VU** les objectifs et les pièces du dossier de projet de modification du Plan Local d'Urbanisme,

APRES avoir consulté Madame Noëlle PAGES, en qualité de commissaire enquêteur, afin de déterminer les dates de réception du public,

CONSIDERANT qu'il convient d'effectuer une modification du PLU afin de procéder à des adaptations réglementaires de la zone 1AUb, des adaptations réglementaires mineures (écrit et graphique) et une intégration de dispositions favorables au développement durable.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULOUSE

12/01/2009

N° E09000011 / 31

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

VU enregistrée le 04/01/09, la lettre par laquelle M. le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

la 1ère modification du plan local d'urbanisme du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives ;

VU le code de l'environnement ;

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ;

VU le décret n° 2005-935 du 2 août 2005 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 ;

VU l'arrêté de délégation du 1^{er} septembre 2008 du président du tribunal administratif de Toulouse ;


DECIDE

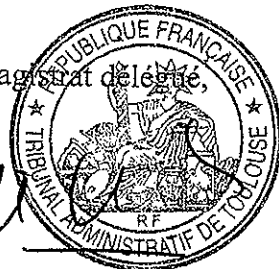
ARTICLE 1 : Madame Noëlle PAGES, Directrice d'école publique à la retraite, demeurant Les Borrels, AVIGNONET-LAURAGAIS (31290), est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à M. le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse et à Madame Noëlle PAGES.

Fait à Toulouse, le 12/01/2009

Le magistrat délégué,

V. QUEMENER





AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

PLAN LOCAL D'URBANISME DU GRAND TOULOUSE COMMUNE DE QUINT-FONSEGRIVES Projet de 1^{ère} Modification

Monsieur le Président du Grand Toulouse informe qu'une enquête publique relative au projet de première modification du « Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives », sera ouverte du **mardi 3 mars 2009 au vendredi 3 avril 2009 inclus**.

Ce projet de modification porte sur les points suivants :

- adaptations réglementaires de la zone 1Aub,
- adaptations réglementaires mineures (écrit et graphique),
- intégration de dispositions favorables au développement durable.

A cet effet, Madame PAGES, directrice d'école à la retraite, a été désignée par le Président du Tribunal Administratif comme Commissaire Enquêteur.

Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public à la Mairie de Quint-Fonsegrives (Hôtel de Ville, 31130 Quint-Fonsegrives) et au siège du Grand Toulouse (1 place de la Légion d'Honneur à TOULOUSE – métro Marengo).

Chacun pourra en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre :

- A la Mairie de Quint-Fonsegrives : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 9h00 à 12h00.
- Au siège du Grand Toulouse : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ou sur rendez-vous au 05.34.41.92.03.

Madame le Commissaire Enquêteur recevra en Mairie de Quint-Fonsegrives :

- **mercredi 4 mars 2009, de 14h30 à 17h30,**
- **jeudi 19 mars 2009, de 9h00 à 12h00,**
- **vendredi 3 avril 2009, de 14h30 à 17h30.**

Il sera également possible d'adresser les observations par écrit à Madame le Commissaire Enquêteur 1^{ère} Modification du PLU – Mairie de Quint-Fonsegrives – Hôtel de Ville – 31 130 Quint-Fonsegrives.

A l'expiration du délai d'enquête, le Commissaire Enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à Monsieur le Président du Grand Toulouse son rapport d'enquête et ses conclusions motivées. Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également transmise à Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives. Ce rapport et ces conclusions seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture au public au Grand Toulouse et à la mairie de Quint-Fonsegrives.

le grand toulouse
1, place de la Légion d'honneur B.P. 35821
31505 Toulouse Cedex 5
www.grandtoulouse.fr

le grand
TOULOUSE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur Daniel BENYAHIA, Vice-Président de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse, atteste, que le Grand Toulouse a bien procédé à l’affichage régulier de:

- L’avis d’enquête publique concernant la 1^{ière} modification du PLU de Quint-Fonsegrives, devenu PLU du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives.

Date d’affichage: du 9 Février 2009 au 3 avril 2009

La présente attestation est délivrée pour faire et valoir ce que de droit.

Fait à Toulouse, le **08 AVR. 2009**

Le Vice-Président,

Daniel BENYAHIA



MAIRIE DE QUINT-FONSEGRIVES
31130

☎ 05.61.24.04.98 Fax 05.61.24.18.02

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Bernard SOLERA, Maire de Quint-Fonsegrives, certifie que l'avis relatif à l'enquête publique sur la modification du Plan Local d'Urbanisme a été affiché en mairie du 16 février au 3 avril 2009 inclus.

Par ailleurs, cet avis est paru dans le journal d'informations municipal "Clin d'œil" du mois de mars 2009 et a également fait l'objet d'une insertion sur le site Internet officiel de la mairie.

Fait à Quint-Fonsegrives, le 6 avril 2009

Le Maire,
B. SOLERA



Toulouse, le

06 FEV. 2009

Grand Toulouse

communauté urbaine

Aménagement et Développement Urbain
Tél. : 05.34.41.93.37 - Fax : 05.34.41.59.62

LA DEPECHE
Service des Annonces Légales
Avenue Jean Baylet
31095 TOULOUSE Cedex

Fax : 05.62.11.95.02

N° d'annonceur : 309239

Nos réf. : ADU/PC/SC/ED/09.01.050

Affaire suivie par Ségolène Cipel

Objet : Demande de parution



édition : ATE - GRANDE

Date : 11/02/09

Madame, Monsieur,

Je vous prie de trouver, ci-joint, pour parution dans les pages annonces légales avant ou au plus tard le vendredi 13 Février 2009 l'annonce ci-jointe, relative à la Première Modification du Plan Local d'Urbanisme du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives.

J'insiste pour que cette annonce paraisse AU PLUS TARD le vendredi 13 Février.

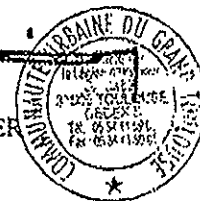
Vous voudrez bien me faire parvenir, par retour de télécopie, un accusé de réception ainsi qu'un exemplaire du journal dans lequel sera insérée l'annonce (fax : 05.34.41.59.62 à l'attention de Mme Ségolène Cipel, Service Aménagement et Développement Urbain).

Le règlement sera effectué par mandat administratif, sur présentation de votre facture accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes meilleures salutations.

Le Directeur du Service Aménagement
et Développement Urbain

Pascal COURCIER



PJ : un avis d'information

le grand toulouse - 1, place de la Légion d'honneur B.P. 35021 - 31005 Toulouse Cedex 5
tél. 05 34 41 59 00 - fax, 05 34 41 59 01 - www.grandtoulouse.fr

0534415962

Toulouse, le

02 MARS 2009

**Grand
Toulouse**

communauté urbaine
Aménagement et Développement Urbain
Tél : 05.34.41.93.37 - Fax : 05.34.41.59.62

LA DEPECHE
Service des Annonces Légales
Avenue Jean Baylet
31095 TOULOUSE Cedex

Fax : 05.62.11.95.02

N° d'affichage : 509739

Nos réf. : ADU/PC/SC/EL/09.02.072

Affaire suivie par Ségolène Cipel

Objet : Demande de parution

Madame, Monsieur,

Je vous prie de trouver, ci-joint, pour parution dans les pages annonces légales avant ou au plus tard le lundi 9 mars 2009 l'annonce ci-jointe, relative à la Première Modification du Plan Local d'Urbanisme du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives.

J'insiste pour que cette annonce paraisse AU PLUS TARD le lundi 9 Mars.

Vous voudrez bien me faire parvenir, par retour de télécopie, un accusé de réception ainsi qu'un exemplaire du journal dans lequel sera insérée l'annonce (fax : 05.34.41.59.62 à l'attention de Mme Ségolène Cipel , Service Aménagement et Développement Urbain).

Le règlement sera effectué par mandat administratif, sur présentation de votre facture accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes meilleures salutations.

Parution : 06/03/09
Edition Haute-Garonne

Le Directeur du Service Aménagement
et Développement Urbain

Pascal COURCIER



PJ : un avis d'information

le grand toulouse - 1, place de la Légion d'honneur B.P. 35821 - 31505 Toulouse Cedex 6
tél. 05 34 41 59 00 - fax. 05 34 41 59 01 - www.grandtoulouse.fr

N° 2759 P. 1

légales 0562119502

3. Mar. 2009 10:29

Avis d'enquête publique

**Plan local d'urbanisme du Grand Toulouse
Commune de Quint-Fonsegrives
Projet de 1^{ère} modification**

Un enquête publique sera ouverte du mardi 3 mars au vendredi 3 avril 2009 inclus, relative au projet de modification suivant :

- Adaptations règlementaires de la zone I Aub
- Adaptations règlementaires mineures (écrit et graphique)
- Intégration de disposition favorables au développement durable.

Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre seront à la disposition du public en Mairie (du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 18h et le samedi de 9h à 12h) ou au siège du Grand Toulouse (1 place de la Légion d'Honneur à Toulouse du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h).

Madame Pages, commissaire enquêteur, recevra en Mairie mercredi 4 mars de 14h30 à 17h30, jeudi 19 mars de 9h à 12h et vendredi 3 avril de 14h30 à 17h30.

ANNONCES LEGALES



notaires

SCP
Philippe GILLODES
Ariel PASCAUD
Marc IVANESKO
Catherine
BOURNAZEAU-
MALAVALLÉE
Notaires associés
21, Avenue Georges Pompidou
TOULOUSE

CHANGEMENT REGIME MATRIMONIAL

Monsieur Jean-François Etienne MARTINEZ, Directeur de société, et Madame Ghislaine Marie Thérèse ROUSSIER, consultante, demeurant ensemble à TOULOUSE (31000) 10 Place Dupuy.

Mariés sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts préalablement à leur union célébrée à la mairie de VILLENAVE D'ORNON, le 24 novembre 1984, ont, aux termes d'un acte reçu par Me Philippe GILLODES Notaire associé à TOULOUSE le 10 février 2009, adopté le régime de la séparation de biens.

Conformément au 3ème alinéa de l'article 1397 nouveau du Code civil les tiers disposent d'un délai de trois mois pour opposer à la modification du régime matrimonial.

En conséquence, l'engagement de la communauté de biens homologué par le Tribunal de Commerce de Toulouse le 10 février 2009, est révoqué.

Le présent acte est enregistré au greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse le 10 février 2009.



notaires

SCP Pierre RIVIERE
Elisabeth RIVIERE-JUNG
et Bernard AMOUREUX
Notaires Associés
31130 QUINT-
FONSEGRIVES
10 Avenue José Cabanis

Changement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Me RIVIERE notaire à QUINT-FONSEGRIVES le 04/02/2009, Mr Michel Raymond BAUMANN, retraité, et Mme Agnès Achille Marcelle Simonne DESSARDIN, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à FLOURENS (31130) 5 Impasse du Chemin Vert, mariés en premières nocces à la mairie de VERNON (27200), le 24 mai 1958 sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Paul NAFILYAN notaire à VERNON, le 23 mai 1958, ont adopté, pour l'avenir, le régime de la communauté universelle avec clause d'attribution intégrale de la communauté au conjoint survivant.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice, à Me Pierre RIVIERE notaire susnommé.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au tribunal de grande instance.

POUR AVIS



notaires

SCP Jean CAMPS
et Jean LUC CHARRAS
Notaires Associés
8 Rue Labda
31000 TOULOUSE

DECLARATION D'INSAISSISSABILITE

Aux termes d'un acte reçu par Maître Jean CAMPS notaire associé à TOULOUSE le 12 novembre 2008.

Madame Lison BENOUAICH, docteur en médecine, épouse de Monsieur Gérard Daniel Raoul PESSINET, demeurant à TOULOUSE (31000), 8 place Buisson,

déclare insaisissables, conformément à l'article 1526-1 du Code de Commerce, ses droits sur les immeubles suivants :

- Dans un ensemble immobilier sis à TOULOUSE 13 Bis rue Mascand et 8 Place Buisson cadastré section 608 AD N° 125 pour 20a 12ca, lot n° 1 : appartement type 5, lot n° 14 : un garage, lot n° 21 : une pièce, lot n° 32 : un cellier, lot n° 34 : un adchoir.

- Dans un ensemble immobilier sis à TOULOUSE Impasse de Colombus «Les Villas Latéales» cadastré section 833 AH N° 8 247, 248, 250, 251, 253 et 254 pour 67a 44ca, lot n° 10 : une maison individuelle.

- Dans un ensemble immobilier sis à TOULOUSE 158, 162 et 164 Grande Rue Saint Michel et Impasse des Trente Six Ponts cadastré section 813 AB N°s 560, 563 pour 58a 34ca, dans la lot volume 2, lot n° 531 : appartement type 1 bis, lot n° 654 : un emplacement voiture.

Madame Lison BENOUAICH épouse PESSINET est propriétaire en pleine propriété de la moitié indivise des lots dépendants de l'ensemble immobilier sis à TOULOUSE Impasse de Colombus. Elle est propriétaire en pleine propriété des lots dépendants de l'ensemble immobilier sis à TOULOUSE 158 Grande Rue Saint Michel et Impasse des Trente Six Ponts.

Lecti acte publié au premier bureau des Hypothèques de TOULOUSE le 10 décembre 2008 volume 2008P numéro 10317, suivi d'une attestation rectificative publiée le 21 janvier 2009 volume 2009P numéro 830.

Pour avis,
Le Notaire.



notaires

Etude de Maîtres
Xavier POITEVIN
Pierre DORVAL
Pierre TREMOULET
et Stéphanie CAUHAUPE
Notaires associés à TOULOUSE
78 route d'Espagne

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Xavier POITEVIN, Notaire Associé de la SCP «Xavier POITEVIN, Pierre DORVAL, Pierre TREMOULET et Stéphanie CAUHAUPE», titulaire d'un Office Notarial à TOULOUSE, 78 route d'Espagne, le 01 février 2009, enregistré au SIE TOULOUSE SD 151 le 11 février 2009, Bordenau 2009230 Case 1, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

Objet : acquisition par voie d'achat ou d'apport, propriété, mise en valeur, transformation, construction, aménagement, administration et location de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Dénomination sociale : S.C.I. AMETHYSTE.

Siege social : CUGNAUX (31270) 3 place Buzet.

Durée : 99 années.

Capital social : MILLE DEUX CENTS EUROUS (1.200,00 EUR) divisé en 120 parts de 10 EUROUS chacune, constituées d'apports en numéraire entièrement libérés.

Toutes les décisions de parts, quelle que soit la qualité du cessionnaire, sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire.

Les premières gérantes de la société, nommées pour une durée illimitée, sont Mme Quinz FAHREN née OULD OUALI demeurant à ROQUES (31120), 9 Rue du Chêne Libge et Mme Pascale COUSTAN née ALESSANDRINI demeurant à GOYRANS (31120), 96 Chemin Falgout.

La société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,
Le Notaire.

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 31 janvier 2009, il a été constituée une société :

DENOMINATION : SHOUOUN SÉCURITÉ PRIVEE.

FORME : Société à Responsabilité Limitée à associé unique.

DURÉE : 99 ans.

OBJET : La surveillance humaine ou surveillance par des systèmes électroniques de sécurité ou le gardiennage de biens meubles ou immeubles ainsi que la sécurité des personnes ou trouvant dans ces installations, la sécurité incendie et l'installation de systèmes de sécurité intrusion.

SIEGE : 3 Impasse des Bosquets - Apt 26 - 31100 TOULOUSE

CAPITAL : 500 euros

GERANT : MOUSSAOUI Mehdi, demeurant 1 Impasse Professeur Jules Picavet - 31100 TOULOUSE

IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

SE

MODIFICATIONS

ED-ELEC

Société à responsabilité limitée

au capital de 15 000 euros

Siege social :

31 bis route de Lamasquière - 31830 PLAISANCE DU TOUCH

TOULOUSE B 453 214 783

Aux termes de décisions en date du 11 février 2009, les associés ont nommé Madame Christine PUJOL, demeurant 31 bis, route de Lamasquière - 31830 PLAISANCE DU TOUCH, en qualité de co-gérante, à compter du 11 février 2009.

Pour avis.

GROUP ASIA' TEC

Société à Responsabilité Limitée

Au capital de 15 000 euros

Siege social :

158, avenue Jean Chaubert

31500 TOULOUSE

R.C.S. B 478 575 920 - 2004 B 3107

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 2 janvier 2009, les associés ont décidé de transférer le siège social de la société du 50 rue de la Facquette 3110 Toulouse au 158 avenue Jean Chaubert 31500 Toulouse et ce à compter du 1er janvier 2009.

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Le même assemblée a nommé Madame Collette HAMIMI CHARLOTTE, gérante à compter du 1er janvier 2009 en remplacement de Madame SAICHON Lysiane démissionnaire.

Mention sera faite au RCS de Toulouse

André BONNET - Avocat

Droit Fiscal et Droit des Sociétés

8 avenue du 8 mai 1945

64100 BAYONNE

8 rue Faraday - 64110 BILLIERE

SAGEC - NORD

PAS DE CALAIS

SARL au capital social de 10.000 €

Siege social :

250 avenue de la République

59110 LA MADELEINE

804 259 235 RCS LILLE

TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL ET ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Par décision extraordinaire en date du 12.12.08 l'assemblée des associés a décidé avec effet au 1er décembre 2008, du transfert du siège social et établissement principal :

- de La Madeleine (59110) 250 avenue de la République - à Toulouse

(31000) de la rue Nazareth de la société

«SAGEC - NORD PAS DE CALAIS»

dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

DENOMINATION : «SAGEC - NORD PAS DE CALAIS»

FORME : société à responsabilité limitée

CAPITAL SOCIAL : 10.000 € formé par des apports en numéraire et représenté par 1.000 parts sociales de 10 € chacune, numérotées de 1 à 1.000

NOUVEAU SIEGE SOCIAL : 45 Grande rue Nazareth à Toulouse (31000)

OBJET SOCIAL : la conception, la réalisation, la gestion et la commercialisation de tous programmes immobiliers à usage d'habitation, professionnel ou commercial, directement ou par intermédiaire, la gestion de tous types de sociétés ayant pour objet la construction immobilière, la réalisation de toutes études juridiques, administratives, financières ou commerciales se rapportant au domaine immobilier, l'achat, la vente et la location d'immeubles ou de droits immobiliers, les opérations d'aménagement foncier, et plus généralement toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, en rapport avec l'objet ci-dessus défini.

DURÉE : SOUSCRIPTION INFINIE

GERANT : Mme Alexandra FRANÇOIS

CUXAC domiciliée à Buzet sur Tarn (31560) Résidence la Font - Lluet Grables

EXERCICE SOCIAL : 01/01/2009

IMMATRICULATION : à raison de son ancien siège, la société est immatriculée au RCS LILLE sous le n° 804 259 235 (N° gestion 2008 B 01177) - à raison de son nouveau siège, la société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE

En conséquence du transfert du siège social et établissement principal de la Société, l'article 5 des statuts a été modifié.

Le dépôt légal sera effectué au Greffe de TOULOUSE

Pour avis, La Gérance

TÉLÉCOPIE

05 34 31 23 24

Grand Toulouse

notaires

AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND TOULOUSE

Enquête publique relative à la 1ère modification du «Plan Local d'Urbanisme du Grand Toulouse, Commune de Quint-Fonsegrives»

Monsieur le Président du Grand Toulouse informe qu'une enquête publique relative au projet de première modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives, sera ouverte du mardi 3 mars 2009 au vendredi 3 avril 2009 inclus.

Ce projet de modification porte sur les points suivants :

- adaptations réglementaires de la zone 1AUb,

- adaptations réglementaires mineures,

- intégration de dispositions favorables au développement durable.

A cet effet, Madame PAGES, directrice d'école à la retraite, a été désignée par le Président du Tribunal Administratif comme Commissaire Enquêteur.

Le dossier de projet de modification du P.L.U. ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public à la Mairie de Quint-Fonsegrives (Hôtel de Ville, 31130 Quint-Fonsegrives) et au siège du Grand Toulouse (1 place de la Légion d'Honneur à TOULOUSE - métro Maréchal).

Chacun pourra en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre :

- à la Mairie de Quint-Fonsegrives : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 et le samedi de 9h00 à 12h00.

- Au siège du Grand Toulouse : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ou sur rendez-vous au 05.34.41.92.03.

Madame le Commissaire Enquêteur recevra en Mairie de Quint-Fonsegrives :

- mercredi 4 mars 2009, de 14h30 à 17h30,

- jeudi 19 mars 2009, de 9h00 à 12h00,

- vendredi 3 avril 2009, de 14h30 à 17h30.

Il sera également possible d'adresser les observations par écrit à Madame le Commissaire Enquêteur 1ère Modification du P.L.U. - Mairie de Quint-Fonsegrives - Hôtel de Ville - 31130 Quint-Fonsegrives

A l'expiration du délai d'enquête, le Commissaire Enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à Monsieur le Président du Grand Toulouse son rapport d'enquête et ses conclusions motivées. Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également transmise à Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives.

Ce rapport et ces conclusions seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture au public au Grand Toulouse et à la Mairie de Quint-Fonsegrives.

Vous constituez votre société

Vous augmentez votre capital

Vous transférez votre siège social

Vous changez de gérant

Vous cédez votre fonds de commerce

Pensez

OPINION INDEPENDANTE

DERNIERE MINUTE

CONSTITUTIONS

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11 février 2009, il a été constitué à SAINT JEAN une société civile dont les caractéristiques sont :

Dénomination sociale : Domaine du Bourbousin.

Forme : Société civile de construction

vente

Capital : DEUX CENTS EUROUS (200 €)

Siège : 28 rue Jean Monnet 31240 SAINT JEAN

Objet : Acquisition d'un terrain en vue de la construction d'un ensemble immobilier destiné à la revente par fractions.

Durée : 6 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Les associés n'ont effectué que des apports en numéraire dont le montant total s'élève à la somme de 200 Euros.

Gérant : la SAS TERRACIEN, dont le siège social est à Saint Jean (31240) 29 rue Jean Monnet, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse sous le numéro 480 683 646, dont le représentant permanent est Jacques PAUL, domicilié au 13 avenue Couraud, 31240 Saint Jean.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis et mention,

La SAS TERRACIEN,

un des fondateurs.

Avis est donné de la constitution de la SARL «JEAN LUC CASSAGNES INGENIERIE» au capital de 7.500 euros. Siège social : 12 rue Paul Valéry - 31170 Tournefeuille. Objet : Les études de Génie Civil.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse. Gérant : M. Jean-Luc CASSAGNES demeurant 12 rue Paul Valéry 31170 Tournefeuille, nommé pour une durée indéterminée.

NOS ADRESSES E-MAIL

Ventes aux enchères : photos@lpinion.com

Rédaction : redaction@lpinion.com

Annonces légales et judiciaires :

legales@lpinion.com



AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND TOULOUSE

Enquête publique relative à la 1ème Modification du «Plan Local d'Urbanisme du Grand Toulouse, Commune de Quint-Fonsegrives»

Monsieur le Président du Grand Toulouse informe qu'une enquête publique relative au projet de première modification du «Plan Local d'Urbanisme (PLU) du Grand Toulouse, commune de Quint-Fonsegrives», est ouverte du mardi 3 mars 2009 au vendredi 3 avril 2009 inclus.

Ce projet de modification porte sur les points suivants :

- adaptations réglementaires de la zone 1AUB,
- adaptations réglementaires mineures,
- intégration de dispositions favorables au développement durable.

A cet effet, Madame FAGES, directrice d'école à la retraite, a été désignée par le Président du Tribunal Administratif comme Commissaire Enquêteur.

Le dossier de modification du PLU ainsi qu'un registre d'enquête sont mis à disposition du public à la Mairie de Quint-Fonsegrives (Hôtel de Ville, 31130 Quint-Fonsegrives) et au siège du Grand Toulouse (1 place de la Légion d'Honneur à TOULOUSE - métro Mairie).

Chacun peut en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre :

- à la Mairie de Quint-Fonsegrives : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 9h00 à 12h00.
- au siège du Grand Toulouse : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ou sur rendez-vous au 05 34 31 92 03.

Madame la Commissaire Enquêteur recevra le rapport d'enquête et ses conclusions notifiées : un exemplaire du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également transmis à Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives.

Ce rapport et ces conclusions seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture du public au Grand Toulouse et à la mairie de Quint-Fonsegrives.

Il est également possible d'adresser les observations par écrit à Madame la Commissaire Enquêteur - 1ème Modification du PLU - Mairie de Quint-Fonsegrives - Hôtel de Ville - 31130 Quint-Fonsegrives

A l'expiration du délai d'enquête, le Commissaire Enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à Monsieur le Président du Grand Toulouse son rapport d'enquête et ses conclusions notifiées. Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également transmise à Monsieur le Maire de Quint-Fonsegrives.

Ce rapport et ces conclusions seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture du public au Grand Toulouse et à la mairie de Quint-Fonsegrives.

APPEL DE CANDIDATURES - SAFER-GHL

ARTICLES L 141-1, L 141-3 et L 143-1 et suivants du Code Rural
Articles R 142-3 et R 143-11 du Code Rural

La SAFER de GASCogne-HAUT-LANGUEDOC se propose d'ATTRIBUER tout ou partie des biens ruraux ci-dessous désignés.

Les personnes intéressées sont priées de déposer leur candidature dans le délai indiqué par l'annonce en Mairie :

- soit par une visite auprès des permanences du Service Départemental et de préférence les jours de permanence ou sur rendez-vous ;
- soit par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au Service Départemental à l'adresse suivante :

SAFER-GHL - Service Départemental HAUTE-GARONNE
La Pradine - 10, chemin de la Lacade - BP 22125 - 31321 CASTANET TOLOSAN Cedex
Tél. 05 61 75 45 45 - Fax 05 61 75 45 65

Ce service est à leur disposition pour tous compléments d'information souhaités.

Cet AVOIS ne saurait EN AUCUN CAS être CONSIDÉRÉ comme un ENGAGEMENT de la SAFER à l'égard des CANDIDATS.

Biens à attribuer par rétrocession, substitution ou échange

31-25030100
LAHAGE - Forêt de la Hage
MONTGRAS - Bords du Bosc

Surface totale : 38ha 64a 41

31-25040100
SENARENS - Soutien de Las Coulombes

Surface totale : 9ha 34a 06

Suivant acte reçu par Me Francis CATALA, notaire à VILLEMUR/TARN (Haute-Garonne), 350 av. du Président Kennedy, le 5 février 2009.

Monsieur Bernard Serge ORTIZ, imprimeur et Madame Dominique Suzanne DAMAS, Etalagiste Décoratrice, son épouse, demeurant ensemble à TOULOUSE (31500), 149 Faubourg Bonnetey.

Nos, savoir : Monsieur à TOULOUSE (31000) le 15 août 1957 et Madame à ROMILLY SUR SEINE (10100) le 4 février 1954.

Mariés sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître CAMPS notaire à TOULOUSE (31000) le 24 avril 2006 préalable à leur union célébrée à la Mairie de AUCHVILLE (31140) le 3 juin 2006. Tous deux de nationalité française.

ONT ADOPTÉ pour l'avenir : le régime de la COMMUNAUTE UNIVERSELLE établi par l'art. 1526 du Code Civil.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier, à Me Francis CATALA, notaire à VILLEMUR/TARN (Haute-Garonne).

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'annulation du changement de régime matrimonial au tribunal de Grande Instance.

Pour insertion unique
Le notaire

Vous constituez votre société
Vous augmentez votre capital
Vous transférez votre siège social
Vous changez de gérant
Vous cédez
votre fonds de commerce

Pensez
OPINION INDEPENDANTE

SERVICE ANNONCES
LÉGALES

Nour HAJAR
Fatima SLAMNIA

SERVICE
COMMERCIAL

Sophie SOLA-DIDIER

TÉL : 05 34 31 23 23
FAX : 05 34 31 23 24

CONSTITUTIONS

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 02 Mars 2009, il a été constitué une Société à Responsabilité Limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : CAL & CO BAT

Forme Juridique : Société à Responsabilité Limitée à Associé Unique

Siège Social : 85, Avenue de la Marquette 31050 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Capital : 1 000,00 Euro, divisé en 100 Parts de 10,00 Euro, souscrites et libérées en totalité.

Objet social : La société a pour objet en France et à l'étranger :

Tous travaux de second œuvre en bâtiment, plâtrerie, carrelages, plomberie, électricité, etc...

Durée : 99 Années

Gérance : Mr DAMBRUN Guillaume né le 13 Février 1978 à TOULOUSE (31), de nationalité Française et demeurant 85, Avenue de la Marquette 31050 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

La gérance

MODIFICATIONS

Agnes SOULEAU-TRAVERS
Avocat
18, rue Lafayette
31000 TOULOUSE
Tél : 05 62 27 50 50

«IMMOBILIER
DEVELOPPEMENT»

Société au capital de 10 000 €
Siège social :
6 Rond Point François Villon
31200 Ramonville-Saint-Agne
RCS TOULOUSE : 502 158 314

Suivant délibération de l'assemblée générale ordinaire du 27 février 2009, les associés ont nommé pour une durée indéterminée à compter du 1er janvier 2009, Madame Annie PAGOT, épouse BARRICOS, demeurant 6 Rond Point François Villon - 31200 Ramonville-Saint-Agne, en tant que gérante, en remplacement de Monsieur Jean BARRICOS, démissionnaire.

Le dépôt légal sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Pour avis,

Le représentant légal

ALTAI
Société d'Avocats
35 allée des Démocelles
31400 TOULOUSE

HADEAN

Société par actions simplifiée
au capital de 578.450 €
Ancien Siège social :
7 Avenue Albert Durand
31700 ELAGNAC
Nouveau Siège social :
721, Avenue Beausoleil
82000 MONTAUBAN
RCS TOULOUSE 499 979 640

Par décision du 26 février 2009, le Président a décidé de transférer le siège social du 7 Avenue Albert Durand, 31700 ELAGNAC au 721, Avenue Beausoleil, 82000 MONTAUBAN. Les Statuts ont été modifiés en conséquence. En conséquence, la Société fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du Registre du commerce et des sociétés de MONTAUBAN.

Pour avis,

Le Président

L'OPINION
Toute une région
active
dans un journal

SOLASSOL-
LARRIBAU

Société civile de Moyens
au capital de 3 048,88 euros
Siège social : 12 Avenue de Lombez
31300 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 326 727 625

MODIFICATION
DE L'OBJET SOCIAL

Suite à l'assemblée générale en date du 29/01/2009, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 4 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

«L'acquisition en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit d'immeubles, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement des biens immeubles et de tous autres immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement»

Le reste de l'article demeure inchangé.

LA GERANCE

LES VIGNERONS
ASSOCIES

Société anonyme à directeur
et conseil de surveillance
au capital de 100 000 euros
Siège social : 12, place du Pont Neuf
31000 TOULOUSE
413 590 662 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 7 février 2007, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme à directeur et conseil de surveillance LES VIGNERONS ASSOCIES a décidé de transférer le siège social, qui était 12, place du Pont Neuf à TOULOUSE (31000), et est désormais fixé 30, avenue de l'Amiral LEMONNIER à MARLY LE ROI (78160), et ce à compter du 1er janvier 2007.

La Société, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE sous le numéro 413 590 662, fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du Registre du commerce et des sociétés de VERSAILLES.

Pour avis

Le Directeur

BOOSTER
ATTITUDE

Société à responsabilité limitée
au capital de 3.000 euros
Siège social : 17 rue Alfred Sauvy
31270 CUGNAUX
RCS TOULOUSE 500.930.445

Aux termes du procès verbal en date du 26 février 2009, l'assemblée générale a décidé de nommer, en qualité de Gérant Monsieur Didier PIQUERIAL, demeurant 17 rue Alfred Sauvy, 31270 CUGNAUX, en remplacement de Madame Maria Teresa QUINTANA et ce à compter du même jour.

L'inscription modificative sera portée au RCS tenu par le greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis

DISSOLUTIONS

POINT REPASSAGE

Société à responsabilité limitée
en liquidation au capital de 7 500 euros
Siège social : 1 avenue de Gameville
SAINT ORENS (Haute Garonne)
Siège de la liquidation :
17 CHEMIN DES SAULES
31320 CASTANET
445 001 167 RCS TOULOUSE

- Suivant délibération en date du 20 novembre 2008, les associés après avoir entendu le rapport de Madame VIVIANE DELFAU liquidatrice, ont approuvé les comptes de liquidation, décidé de la répartition du produit net de la liquidation, et après avoir donné quibus à la liquidation et déchargé de son mandat, ont prononcé la clôture des opérations de liquidation.

- Les comptes de liquidation ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Toulouse.

Pour avis,

le liquidateur

CESSIONS



Société Civile
Professionnelle
Philippe SALES
Nathalie BAYLE
Benoit SALES

Notaires associés
à CASTANET-TOLOSAN (31320)
Impasse des Genêts

Suivant acte reçu par Maître Benoit SALES, Notaire associé à CASTANET TOLOSAN, le 26 février 2009, enregistré à la recette des impôts de TOULOUSE SUD EST, le 27 février 2009, bordereau 2009/301, case n°1.

La Société dénommée AUX DELICES D'ASIE, Société à Responsabilité Limitée au capital de 7.500,00 € ayant son siège social à AUZEVILLE TOLOSANE (Haute-Garonne), 1 Allée des Minimes identifiée sous le numéro SIREN 449 078 006 RCS TOULOUSE

A cédé à :

La Société dénommée PHNOM PICH, Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.500,00 €, ayant son siège social à AUZEVILLE TOLOSANE (Haute-Garonne), 1 Allée des Minimes identifiée sous le numéro SIREN 510 501 648 RCS TOULOUSE

Un fonds de commerce de restaurant, vente de plats cuisinés sur place et à emporter, connu sous le nom de «AUX DELICES D'ASIE», situé et exploité à AUZEVILLE TOLOSANE (31320), 1 Allée des Minimes, pour lequel le cédant est immatriculé au RCS de TOULOUSE sous le numéro SIREN 449 078 006.

Ensemble tous les éléments corporels et incorporels en dépendant.

Moyennant le prix principal de CENT SOIXANTE MILLE EUROS (160.000,00 €) s'appliquant savoir :

- aux éléments incorporels pour CENT CINQUANTE MILLE EUROS (150.000,00 €)

- aux éléments corporels pour DIX MILLE EUROS (10.000,00 €)

Payés comptant et quittance en l'acte.

Transfert de propriété : 26 février 2009 et jouissance au 1er mars 2009.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront faites en la forme légale et dans les délais légaux, en l'étude de Maître Benoit SALES, Notaire associé à CASTANET TOLOSAN (31320), Impasse des Genêts, où domicile a été élu à cet effet.

Pour unique insertion,

Le Notaire.

DEPOTS
D'OFFRES

ETUDE DE MAITRE BENOIT
MANDATAIRE JUDICIAIRE
17 Rue de Metz
BP 7132
31071 TOULOUSE CEDEX 7

A VENDRE FONDS
DE COMMERCE

ARTICLE L 642-1 et suivants
DU CODE DE COMMERCE
ARTICLE L 642-19 ET L 642-22
DU CODE DE COMMERCE

LIQUIDATION JUDICIAIRE

LLAD Srl à associé unique

4 PLACE DE LA MAIRIE

31700 BEAUZELLE

En application de l'article L. 642-1 et suivants, L.642-19 et L. 642-22 du Code de Commerce, Maître Olivier BENOIT, Mandataire judiciaire, porte à la connaissance de toute personne intéressée qu'il dépend de l'actif de la liquidation judiciaire de la SARL LLAD, un FONDS DE COMMERCE de bar, licence IV, restaurant, exploité sous l'enseigne «La Table de Jeanne» situé :

- 4 place de la Mairie

31700 BEAUZELLE

Chiffre d'affaires : 123 keuros, au

31/12/2007 (sur 16 mois)

Loyer : 1 219,60 euros/mois

Surface : 100 m2 de surface commerciale

100 m2 d'appartement

Maître BENOIT se tient à la disposition de tout acquéreur éventuel pour donner tous renseignements concernant cet établissement.

Les offres d'acquisition sont reçues à l'Etude de Maître BENOIT jusqu'au :

MERCREDI 25 Mars 2009 à 12 h 00


INFORMATIONS SUR :

http://www.ans-ajmj.fr


Plan Local d'Urbanisme du Grand Toulouse : Commune de Quint-Fonsegrives

Vie des communes - [02/03/2009]

Lire l'avis d'enquête publique



Accueil | Ma Ville | Jeunesse | Action Sociale | Loisirs | Culture | Cadre de Vie | Espace Pratique



Recherche rapide

Inscription Infolettre

email

Mairie en ligne

Services Publics

Galerie Photos

Appels d'offres

Agenda

28 février 2009
Algérie "histoire à ne pas dire"

Du lundi 2 mars 2009 au 5 mars 2009
Formelles - semaine de la femme du 2 au 8 mars 2009

Du samedi 14 mars 2009 au 30 mars 2009
Printemps des poètes du 14 au 30 mars 2009

Avis d'enquête publique

Accueil - Cadre de vie - Urbanisme

Plan local d'urbanisme du Grand Toulouse Commune de Quint-Fonsegrives - Projet de 1ère modification

Une enquête publique sera ouverte du mardi 3 mars au vendredi 3 avril 2009 inclus, relative au projet de modification suivant :

- Adaptations réglementaires de la zone 1Aub
- Adaptations réglementaires mineures (écrit et graphique)
- Intégration de dispositions favorables au développement durable.

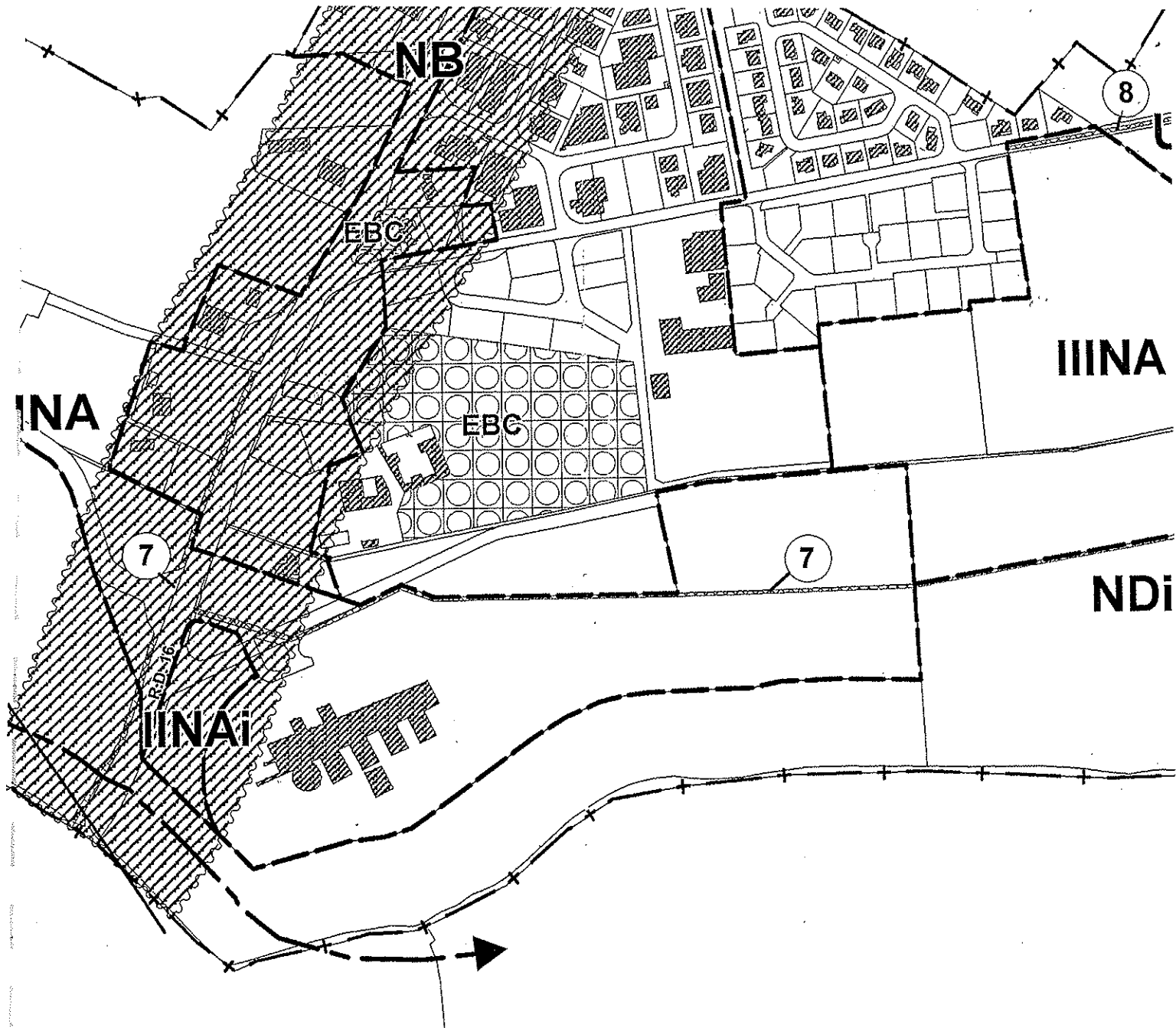
Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre seront à la disposition du public en Mairie (du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 18h et le samedi de 9h à 12h) ou au siège du Grand Toulouse (1 place de la Légion d'Honneur à Toulouse du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h).

Madame Pages, commissaire enquêteur, recevra en Mairie mercredi 4 mars de 14h30 à 17h30, jeudi 19 mars de 9h à 12h et vendredi 3 avril de 14h30 à 17h30.

Contact : service de l'urbanisme
Tél : 05.61.24.04.98

Imprimer cet article Envoyer cet article

Site de la ville de Quint-Fonsegrives | Mentions légales | Crédits | Plan du site | Contact |

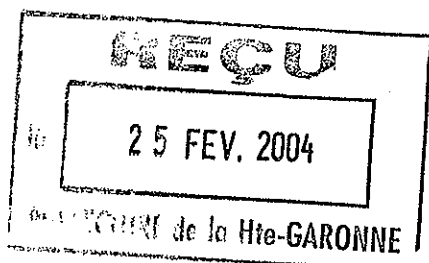


LENDE

CTEES PAR LE P.O.S.

eurs

cteur



2AU

RIBAUTE

Chemin

UB

1AUa

1AUb

N

PARC 2

UBc

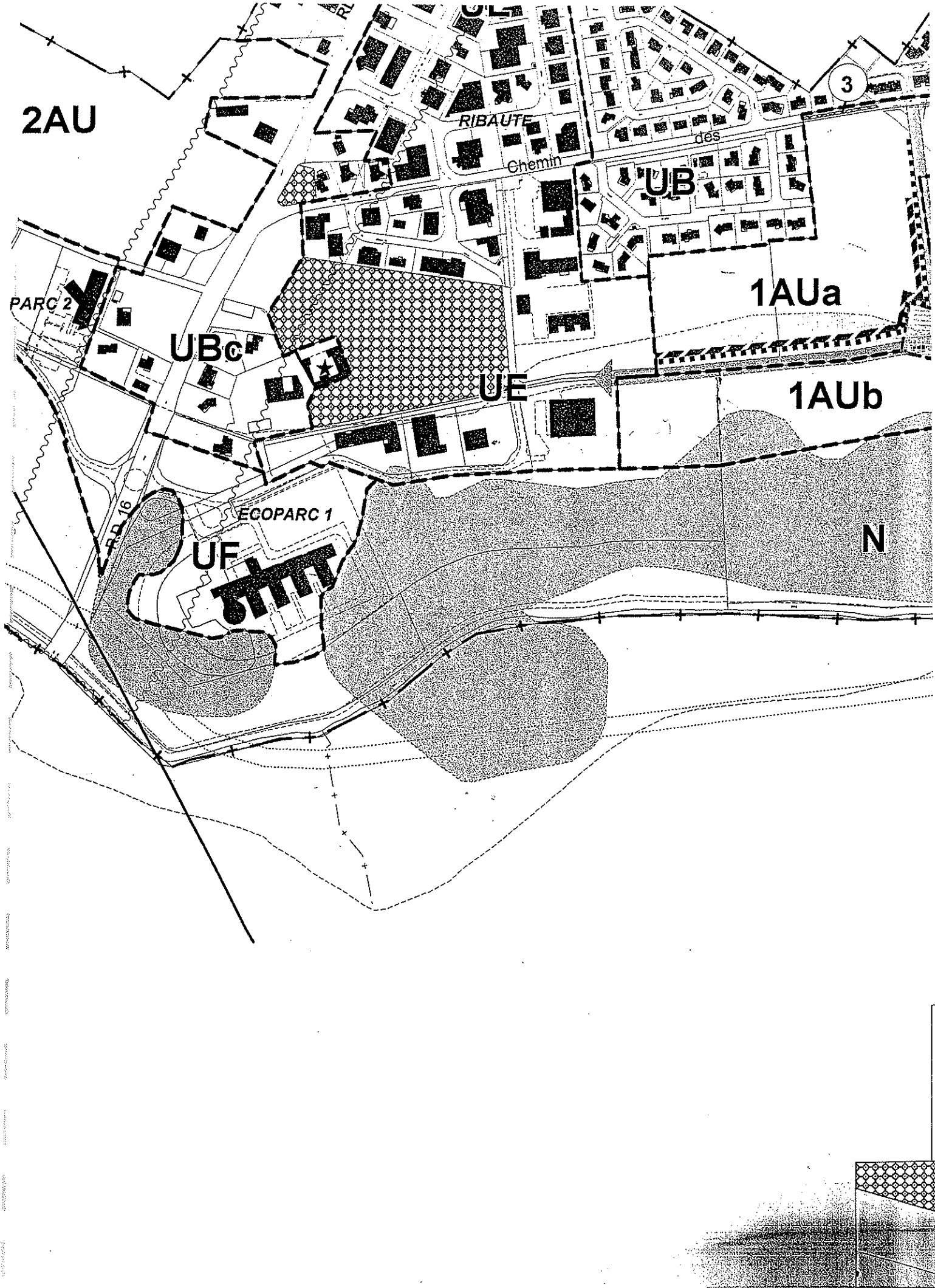
UE

ECOPARC 1

UF

3

RD 16



ANNEXES

Annexe 1 – Tableau comparatif des surfaces, avant et après la procédure de modification du PLU

Intitulé de zone	Avant la modification	Après la modification
UA	2,2	2,2
UAa	8	8
UB	127,3	127,3
UBa	1,2	1,2
UBb	10,7	10,7
UBc	11,8	11,8
UC	42	42
UE	17,2	18,3
UEa	2,5	2,5
UF	9,1	9,1
UP	11,7	11,7
UPa	5,5	5,5
AU0	10	10
1AUa	6,1	6,1
1AUb	6,3	5,2
2AU	7,6	7,6
A	298,1	298,1
N	136,7	136,7
NL	24,3	24,3
Nh	6,8	6,8